

Unité départementale du Littoral
Rue du pont de Pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 17/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE

300 Allée de l'Europe
Zone Industrielle
59270 Bailleul

Références : -
Code AIOT : 0007000744

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE implanté 300 Allée de l'Europe Zone Industrielle 59270 Bailleul . L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE
- 300 Allée de l'Europe Zone Industrielle 59270 Bailleul
- Code AIOT : 0007000744
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE implantée à Bailleul a pour activité la fabrication de yaourts et de desserts lactés. La production du site de BAILLEUL s'élève à 190 000 tonnes/an, pour un effectif de 300 employés. Les grandes étapes du process sont les suivantes :

- Réception et préparation des matières premières (lait, poudre de lait, sucre, crème, chocolat, amidon, arômes).
- Fabrication: les produits fabriqués sont des yaourts et des desserts à froid.

Les étapes de fabrication des yaourts sont :

- pré-pasteurisation et écrémage du lait,
- standardisation du lait,
- poudrage (adjonction de poudre de lait et de sucre),
- homogénéisation,
- pasteurisation à 96 °C,
- stockage à 4°C,
- préchauffage du produit (37 à 43 °C),
- adjonction de ferments lactiques et étuvage avant refroidissement.

Lors de la fabrication des desserts à froid, la standardisation est suivie du poudrage et du mélange des ingrédients de la recette. Le produit est ensuite préchauffé, dégazé et stérilisé, avant stockage à froid.

- Conditionnement des produits sur les 8 lignes dont dispose le site.
- Stockage en chambre froide.

Les installations classées de DANONE font l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 24 mai 2013 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zones à risque d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Adéquation des produits ATEX / zonage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 7.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 7.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 7.5.5	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan général des zones à risque d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
3	Identification des zones à risque d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de relever 11 non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zones à risque d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine [...] d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé un Document Relatif à la Protection contre les Explosions (DRPCE), ce document identifie, au travers des fiches 1 à 20, les zones à risque de formation d'une atmosphère explosive dite « ATEX ».</p> <p>Ces fiches identifient également la nature de la zone ATEX (poussières ou Gaz) , les substances à l'origine de cette atmosphère explosive.</p> <p>Ces zones sont ensuite classées (zone 0,1, 2, 20, 21, 22) en fonction de la nature de l'ATEX (poussières ou gaz) et de la durée d'exposition (de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations) .</p> <p>Non - conformité:</p> <p>Certaines zones ne sont pas considérées comme ATEX alors qu'elles en présentent toutes les caractéristiques (chaufferie alimentée au gaz naturel, ciel de réservoir de produits inflammables, local ammoniac ...)</p> <p>Non - conformité : Le zonage ATEX ne prend pas en compte les conditions accidentelles de fonctionnement telles que des fuites de brides et raccord, déclenchement de soupapes de</p>

sécurité, non fonctionnement aspiration, etc ...
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plan général des zones à risque d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, Zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> • [...] • les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ; • [...]
Constats : L'exploitant a réalisé un plan synthétique des zones ATEX de ses installations par bâtiment.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan de zonage ATEX devra être mis à jour après prise en compte des non-conformités mentionnées au point de contrôle n°1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Identification des zones à risque d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Matérialisation des zones à risques d'explosion
Prescription contrôlée : [...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2). La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats :

L'exploitant a réalisé une signalétique par zone recensée ATEX.
Cette signalétique indique :

- la présence d'une zone ATEX ;
- La nature de la zone à risque (0, 1, 2 et/ou 20, 21, 22) ;
- Les consignes de sécurité à observer.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67

Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation des locaux

Prescription contrôlée :

Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.

Constats :

Non-conformité :

L'exploitant n'a pas été en capacité de justifier le dimensionnement des systèmes de ventilation mis en place (positionnement, débit...) dans les différentes zones ATEX de son site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Adéquation des produits ATEX / zonage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Risques accidentels, Exigences essentielles

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

L'inspection a vérifié par sondage dans la zone ATEX "*silos de stockage de poudre de lait et de sucre*" les équipements suivants :

- Moteur référence exploitant MT 93

Non conformité: ce moteur ne comporte pas de marquage ATEX ;

- réducteur monté sur le moteur référence exploitant MT 93

Non conformité: ce réducteur ne comporte pas de marquage ATEX ;

- Vis sans fin AZO type 4313483

Non conformité: cette vis sans fin ne comporte pas de marquage ATEX ;

Non conformité : Il a été constaté, dans ce même local, des fils dénudés non ou mal raccordés ;

Non conformité : L'exploitant a fourni à l'inspection un audit d'adéquation de ses équipements avec le zonage ATEX qu'il a défini sous sa responsabilité.

Ce tableau recense 523 équipements dont seuls 111 sont considérés comme conformes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 7.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Les non-conformités éventuelles relevées à l'occasion de cette vérification donneront lieu à des actions correctives, mises en œuvre sans délais et conformément aux normes en vigueur. L'exploitant conservera une trace écrite des mesures correctives observées.

Constats :

L'exploitant a fourni 7 rapports de vérification des installations électriques correspondant à des secteurs du site.

Ces secteurs n'étant pas référencés sur un plan, l'inspection n'a pas pu vérifier que les vérifications des installations électriques concernent bien l'ensemble du site.

Ces rapports cumulent 279 non-conformités.

Non-conformité: L'exploitant n'a pas pu justifier de la levée de ces non-conformités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, sureté du matériel électrique
Prescription contrôlée : Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.
Constats : Non Conformité : Les rapports de vérification des installations électriques réalisés au titre de l'année 2025 indique que: <ul style="list-style-type: none"> • les plans de zone à risque d'explosion; • le DRPCE; • les notices d'instructions et les déclarations de conformité des équipements ATEX n'ont pas été fournis à l'organisme en charge des contrôles. Ces rapports précisent qu'en l'absence de ces documents la vérification n'a pas été complète et se résume à un simple examen visuel de l'état de conservation du matériel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 7.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation ATEX
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.
Constats : L'exploitant a réalisé une grille recensant les personnels pour lesquels une formation ATEX est nécessaire à l'exercice de leurs fonctions. Cette grille prévoit une formation : <ul style="list-style-type: none"> • sensibilisation ATEX a minima pour tout le personnel du site ; • Niveau 0, travail en zone ATEX; • Niveau 1, intervention sur matériel ATEX; • Niveau 2, encadrement de personnes travaillant en zone ATEX ou intervenant sur le matériel ATEX. Cette grille prévoit également un recyclage tous les trois ans des formations niveau 0,1,2.

Non conformité : 58 personnes n'ont pas reçu la sensibilisation ou la formation, ou le recyclage de formation nécessaire à l'exercice de leurs fonctions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois